

DES DEVENIRS MINORITAIRES. RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE POLITIQUE DES « INDIGNÉS » ESPAGNOLS

Jérôme Ferret

La Découverte | *Mouvements*

2013/3 - n° 75
pages 86 à 98

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-86.htm>

Pour citer cet article :

Ferret Jérôme, « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols », *Mouvements*, 2013/3 n° 75, p. 86-98. DOI : 10.3917/mouv.075.0086

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Des devenirs minoritaires

Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols

PAR JÉRÔME
FERRET*

Nombreux sont les observateurs qui se sont montrés dubitatifs sur la capacité des mouvements tels que les Indignés à « trouver un débouché politique », mettant en doute leur efficacité, au regard des revendications affichées sur un mode déclaratif. Et si c'étaient les cadres interprétatifs mobilisés qui ne permettaient pas de saisir le mode d'action propre à ces groupes ? Jérôme Ferret, sociologue du politique, nous livre son parcours personnel, d'une posture dubitative, « classique » ou en tout cas assez commune, à une remise en cause, un effort conceptuel réhabilitant « l'agir minoritaire ».

* Maître de conférences en sociologie université Toulouse I Capitole, Idetcom, Toulouse.

Dans mes recherches, j'ai toujours suivi les traces d'énigmes sociologiques classiques. J'ai d'abord étudié le fait élitaire dans une région méridionale française en essayant de comprendre comment des élites politiques pouvaient se reproduire aussi longtemps y compris par l'hérédité dans un système démocratique en principe compétitif et ouvert. J'ai montré en mobilisant une approche ethnographique¹ que l'éligibilité n'était pas seulement un concept juridique, mais une qualité anthropologique inscrite dans un temps très long qui instituait des individus particuliers disposant de capitaux cachés. N'est pas candidat qui veut. Puis, dans les années 2000, ce qui m'a préoccupé est l'étude de la mise en actes de la force publique de l'État dans une volonté de « sociologisation » du classique monopole wébérien et, plus largement, le fonctionnement d'un État sans cesse confronté aux épreuves violentes. Comment un État perpétuellement *mis à l'épreuve* par des sujets qui contestent plus ou moins ouvertement la confiscation de la violence parvient-il à assurer son monopole physique mais aussi symbolique ? C'est la question que je me pose car, à travers cette contestation permanente du monopole, *c'est la politique qui se joue*. Et je pense toujours que la politique, c'est avant tout l'épreuve de force régulée, un projet de rationalisation ou de stabilisation

1. M. ABÉLÈS, « Anthropologie des espaces politiques français », *Revue française de science politique*, 38-5, 1988, p. 807-817.

de la violence sociale dans une configuration historique donnée. Simplement il faut compliquer cette définition en y intégrant une dimension cachée, sourde et minoritaire qui ne soit pas définie comme dysfonctionnelle (au sens de Serge Moscovici : cf. l'article de Fabrice Flipo dans ce numéro).

J'ai vécu cinq années en Espagne pour approfondir cette énigme et écrire un livre sur la crise sociale, question nationale et violence dans un pays qui a une histoire politique marquée par la contestation permanente souvent violente de ce projet de monopole. J'ai été professeur invité, d'abord entre 2006 et 2008 à la Complutense de Madrid puis entre 2009 et 2011 à l'Universitat Autònoma de Barcelona, deux foyers contestataires historiques. J'y ai enseigné la sociologie française, critique, celle de l'État mais aussi de la violence et des mouvements sociaux.

L'État et ses institutions normales fondent le consensus fondamental sur le sens du monde social qui est la condition même des conflits à propos de ce monde social.

En « sociologue français normal », j'ai donc toujours travaillé sur des figures imposées, déjà instituées organisant le ou la politique dans un rapport d'affrontement logique. Avec le recul réflexif nécessaire, j'ai travaillé comme un sociologue « étatisé » en quelque sorte². Je veux m'en expliquer car je considère que c'est un point cardinal pour notre affaire : toutes les formes élémentaires de la vie politique comme l'État et les institutions (pour faire référence aux *formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim) finissent par fonctionner « comme un principe d'orthodoxie, c'est-à-dire un principe caché qui ne peut être saisi que dans les manifestations de l'ordre public, entendu à la fois comme ordre physique, comme l'inverse du désordre, de l'anarchie, de la guerre civile par exemple. Un principe caché saisissable dans les manifestations de l'ordre public entendu à la fois au sens physique et au sens symbolique³ ». Il faut préciser ici que Bourdieu fait référence à Durkheim et à sa distinction entre intégration logique et intégration morale. Les institutions comme l'État sont le fondement de ces deux intégrations qui assurent que les agents du monde social ont les mêmes perceptions, un accord immédiat car ils ont les mêmes catégories de perception et de valeurs. Ce qui suit nous semble primordial : l'État (dans le double sens d'institution centrale et de communauté) et ses institutions normales fondent le consensus fondamental sur le sens du monde social qui est la condition même des conflits à propos de ce monde social : « autrement dit, pour que le conflit sur le monde social soit possible, il faut avoir une sorte d'accord sur les terrains de désaccord et sur les modes d'expression du désaccord. (...) On peut dire que l'État est le principe d'organisation du consentement comme adhésion à l'ordre social, à des principes fondamentaux de l'ordre social, qu'il est le fondement non pas nécessairement du consensus mais de l'existence même des échanges conduisant à un dissensus⁴ » ; l'État est donc le

2. P. BOURDIEU, *Sur l'État, Raisons d'agir/Seuil*, Paris, 2012, p. 13-15.

3. *Ibid.*

4. P. BOURDIEU, *Sur l'État, Raisons d'agir/Seuil*, Paris, 2012, p. 15.

point de vue des points de vue mais n'en est plus un puisqu'il est ce par rapport à quoi s'organisent tous les points de vue.

Je vois là une piste très féconde : celle de ne pas envisager tous les « mouvements » actuels comme de simples humeurs institutionnelles⁵, à la mode chez des jeunes (« il faut bien que jeunesse se passe ») qui ne seraient, malgré leur succès, que des inventions/inversions politiques mineures si on les compare au Politique institué instituant. Je précise cela car je suis convaincu que la compréhension du phénomène « indignés », comme d'autres aujourd'hui, pose ce genre de questions au sociologue et que ce qui en cause n'est pas un simple réaménagement de la connaissance mais une rupture.

Elle passe d'abord par l'objectivation et la mise en critique de ses propres catégories de perception car ma formation intellectuelle a constitué une barrière culturelle difficile à surmonter quand il a fallu comprendre ce qui se passait sous nos yeux. Je veux donc m'appuyer sur cette expérience un peu particulière⁶ pour tenter de cerner cet événement que constituent les « indignés » afin de le penser différemment au moment où l'on célèbre son deuxième anniversaire⁷ ; et ce d'autant plus que par un heureux hasard certains de mes étudiants et de mes collègues de l'époque en ont été des acteurs⁸. Cette discussion me permet d'objectiver ex post une série de difficultés, d'impasses, d'aveuglements qui m'ont empêché de comprendre ce qui se passait et ce qu'un tel événement pouvait représenter de nouveau dans la façon de penser l'action démocratique dans notre modernité.

● La politique des « indignés » : le réflexe du déjà-vu

En voyant surgir cet événement le 15 mai 2011 *Plaza de Catalunya* à Barcelone et dans toute l'Espagne, j'ai d'abord pensé que j'assistais à un happening géant, à l'un de ces *botellones* (rassemblements festifs de jeunes dans les centre-villes) qui rythment la vie sociale espagnole. Et puis j'ai cherché à comprendre en quoi il pouvait être politique, comment il pouvait s'institutionnaliser, s'opposer, proposer un projet politique clair doté d'objectifs lisibles capables de changer la donne institutionnelle. Je me suis donc demandé s'il pouvait constituer un proto parti politique, un mouvement social ou un nouveau répertoire d'action⁹. J'en ai fortement douté comme beaucoup de mes collègues espagnols quand j'ai d'abord pris conscience de la radicale incompatibilité de l'ensemble des collectifs présents. D'ailleurs, entre mai et septembre 2011, la presse espagnole et notamment l'historique grand journal *El País* et ses éditoriaux écrits par des politologues de renom a passé des semaines à essayer de nommer le « 15-M ». Avant de consacrer le logo « indignés », la sémantique officielle des médias et des pouvoirs institués a beaucoup navigué et n'a pas hésité à utiliser les termes incapacitants d'« anti-systèmes », d'anarchistes violents, de groupes radicaux, d'utopie sans lendemain... Ces réflexes en disent long sur la difficulté à décrire un tel événement défini tantôt comme non-politique, narcissique, antipolitique, d'émotion collective de courte

5. P. BOURDIEU, *Homo academicus*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1984.

6. A. ABBOTT, « Against Narrative. A Preface to Lyrical Sociology », *Sociological Theory*, 25/1, 2007, p. 67-99, 2007.

7. Je remercie Fabrice Flipo pour ses conseils et ses remarques dans le cours de notre discussion riche, toujours ouverte.

8. Je remercie tous mes collègues activistes et en particulier Aitor Carr (dont le compte Twitter comporte nombre de papiers passionnants sur ces questions : <https://twitter.com/aitorcarr>), Gemma Galdon, Andreu Campbruni, Joan Subirats, Joseba Fernandez dont les réflexions alimentent cet article.

9. C. TILLY, *La France conteste*, Fayard, Paris, 1986.

durée, de bouffée démocratique éphémère, de composite de débats folkloriques et de délibérations sans perspective conflictuelle et sans stratégie politique claire.

La politique des « indignés » intrigue manifestement quand elle n'est pas suspectée de libéralisme larvé par les groupes et collectifs de la gauche post-fordiste dans toute leur diversité¹⁰. Nombre de ces derniers ont été objectivement dépassés par sa dynamique et ils se méfient logiquement des nouveaux venus dans le champ de la critique sociale et notamment des fondateurs de *Democracia Real Ya* (DRY), des cyber-activistes inconnus issus du monde des médias et de la communication. Ces derniers sont volontiers suspectés de jouer la carte personnelle, de ne rien connaître à la lutte politique et de donner une image respectable du « mouvement » en marginalisant volontairement les courants anticapitalistes dans les communications officielles¹¹.

Autre grief : la politique des « indignés » se dit libérée des idéologies classiques qu'elle disqualifie en les jugeant aliénantes, en particulier celles qui envisagent la violence comme une voie possible tels le néoanarchisme urbain, la désobéissance civile parfois agressive des Okupas, la violence identitaire nationaliste ou la révolution prônée par des courants néocommunistes¹². En cela, elle ne se définit guère comme une révolte émeutière, le réveil d'une classe ouvrière, une révolution populaire, les groupes révolutionnaires rejetant de leur côté le logo jugé insultant de « Spanish revolution¹³ ». Les fondateurs de la plateforme DRY refusent pour leur part d'être caricaturés sous les traits d'un mouvement issu de la « bonne société civile », doux et pacifique ou simplement émotionnel et digital¹⁴. Il est vrai que la plateforme plurielle que sont les « indignés » agrège beaucoup de courants (près de 600 collectifs, associations y adhèrent, l'utilisent comme référentiel de près ou de loin) sans qu'aucun d'entre eux ne puisse revendiquer le contrôle de sa structure et de sa symbolique.

Pour définir l'expérience des « indignés », on peut très bien choisir le camp des militants classiques qui ont œuvré dans l'ombre de beaucoup d'assemblées en démontrant que le « 15-M » n'aurait pas été possible sans leur présence et leurs capitaux militants. On peut aussi insister sur la faible représentativité de collectifs qui ont appelé à la manifestation du « 15-M » comme *DRY* ou *Juventud Sin Futuro* (qui ont disparu du panorama aujourd'hui) et plus largement sur l'incapacité des « indignés » à modifier le rapport de force institutionnel et politique espagnol. La droite conservatrice a gagné les élections générales et municipales de 2011 et a même gagné des villes de gauche aussi symbolique que Barcelone. De même, l'observation des réunions, des assemblées montre toutes les difficultés voire l'impossibilité à construire une institution sociale dépourvue de hiérarchie et de représentants *incarnant* et organisant les camps¹⁵. L'obsession de l'horizontalité provoque peut-être l'échec voire la paralysie de ce type de mouvement sur la longueur. La suspicion finit par l'emporter chez nos interlocuteurs de la gauche anticapitaliste. On peut en rester là, faute de Politique, d'Instituant ou de rapport de force pour le

10. J. FERRET, « *La violence refusée*. Le mouvement des "indignés" entendu comme un espace de re-conflictualisation de la société espagnole », *Socio*, FMSH, 2013 à paraître.

11. K. ÁLVAREZ, P. GALLEGÓ, F. GANDARA et O. RIVAS, *Nosotros, los indigna dos*, Ediciones Destino, Barcelone, 2011, (traduction française, Éditions Jacob-Duvernet, 2012). J. M. ATENTAS et E. V. IVAS, *Planeta indignado. Ocupando el futuro*, Sequitur, Madrid, 2012.

12. J. FERRET, « *La violence refusée*. Le mouvement des "indignés" entendu comme un espace de re-conflictualisation de la société espagnole », *op. cit.*

13. http://fractioncommuniste.org/esp/bci05/bci05_3.php

14. <http://international.democraciarealya.es/manifesto/manifeste-francais/>

15. Une controverse a violemment opposé en mai 2012, d'une part, ceux qui préconisaient le maintien du système originel « une personne/ un vote » et, d'autre part, les « rebelles », qualifiés de « dissidents » ou de « réformateurs », qui voulaient aller plus loin et transformer le mouvement en association : <http://rollingstone.es/specials/view/aniversario-del-15-m-ha-fracasado-la-revolucion>

contrôle de l'État. Autrement dit, éliminer cet événement faute de définitions classiques.

● Lost in transition ?

Mais pour décrire un tel processus, son influence, ne faut-il pas justement essayer de sortir des cadres culturels qui visent à disqualifier par le pathologique (trop ceci, pas assez cela) tout projet incertain mais constitué en projet venant justement critiquer durablement les fondements symboliques de la démocratie sans pour autant qu'il soit contre ou anti-démocratique ? On peut déjà dire que les analystes se sont trompés sur le devenir politique des jeunes espagnols nés dans la post-transition démocratique : les collectifs certes hyperintellectualisés¹⁶ qui ont préparé la mobilisation à partir de l'automne 2010 dans le confinement de plateformes digitales sonnent un réveil de ces générations après une longue période d'apathie, perdues qu'elles auraient été dans la transition démocratique, le consumérisme, l'individuation, la crise sociale sévère et la déliquescence politique du régime espagnol. En ce sens au moins, c'était un moment de prise de conscience qui met à jour de multiples initiatives clandestines alors que nombre d'analystes avaient pu souligner le renoncement maladif de ces jeunes espagnoles en mythifiant au passage les anciennes luttes ouvrières et les mobilisations anti-franquistes des années 1960 et 1970¹⁷. On peut aussi souligner que cette critique à ciel ouvert rompt avec la critique privée de la politique, des discussions entre amis dans les bars ou en famille pour s'organiser dans la rue entre des inconnus qui partagent leur émotion et leurs expériences.

De même, doit-on attendre des effets politiques à court terme ? Les contestations se sont-elles toujours immédiatement traduites par des victoires électorales ? Les cours de sociologie politique ne commencent-ils pas par nous parler des critiques classiques adressées à la démocratie représentative par l'école de Pareto et Michels auteurs du célèbre concept de la loi d'airain de l'oligarchie ? N'y a-t-il pas au fond un danger à trop chercher des publics constitués, identifiables, à faire passer à tout prix tous ces collectifs sous les fourches caudines de la démocratie institutionnalisée, représentative ou participative surtout quand cette dernière rencontre nombre de problèmes pour s'instituer face aux notabilités ou aux bureaucraties locales¹⁸ ? Ainsi, deux ans plus tard, après avoir pris le temps d'une pause culturelle, les descriptions du « 15-M » sont bien plus agiles (*El País*), même si elles souffrent toujours d'un même défaut, celui d'attendre que le « 15-M » se constitue en parti politique, une hypothèse qui apparaît peu probable. Avec du recul, ce n'est pas la machinerie politique et délibérative qui est importante ni même les utopies de l'horizontalisme ou de l'anonymat. Les acteurs du « 15-M » en avaient bien conscience car ils les pratiquaient bien avant, chacun à leur niveau. Je finis par penser que cette ingénierie participative ne constitue finalement qu'une facette mimétique de la démocratie procédurale et ne représente qu'une partie du processus démocratique¹⁹. Une autre face est toute aussi

16. J. FERRET, « *La violence refusée. Le mouvement des "indignés" entendu comme un espace de re-conflitualisation de la société espagnole* », *op. cit.*

17. M. J. FUNES RIVAS, « De lo visible, lo invisible, lo estigmatizado y lo prohibido », *Revista de Estudios de la Juventud*, 75, p. 11-27, 2006.

18. G. GOURGUES (coord.), « Produire la démocratie. Ingénieries et ingénieurs de l'offre publique de participation », *Revue Quaderni*, automne 2012.

19. P. ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, Paris, 2006.

constitutive : celle de la démocratie en continu faite de multiples expérimentations vivantes, fugaces mais instituant. C'est notre thèse.

● Des devenirs minoritaires

Les « indignés » est un processus qui dérouté. On peut être tenté de lui coller des étiquettes du passé à la recherche d'une « grande théorie » qui puisse organiser l'horizon idéologique de ces « pratiques » ou de le cantonner à une configuration historique particulière, à le culturaliser en le considérant comme un cycle de mobilisation de plus. Mais on peut aussi estimer que « face à ces pratiques minoritaires, la langue de notre époque est en retard. Elle ne dispose que de termes majoritaires. Il est possible d'utiliser cette langue autrement que dans sa visée universaliste, en philosophie, en poésie. Il nous faut en quelque sorte devenir minoritaires, développer notre travail à tel point qu'il ne parle pas de tout le monde mais à tout le monde.²⁰ ». De même ces minorités ne veulent pas devenir majorité mais souhaitent s'adresser à la majorité. Cette minorité est certes pur présent, certains diront narcissique et naïve, mais cette difficulté, on doit la faire sienne car elle montre qu'il nous est très difficile de penser sa politique. En effet, nous disposons d'une langue et de concepts abstraits qui dévaluent un tel phénomène et « tous les mots de la politique ont toujours visé la chimérique construction du non-éphémère. Ces pratiques minoritaires acceptent en leur cœur l'éphémère car elles savent qu'au sein de l'éphémère émerge l'irréversible²¹ ». Les « indignés », ceux qui occupent tel ou tel immeuble depuis des mois, qui luttent contre telle ou telle politique d'urbanisation, qui animent tel ou tel projet local qui n'aurait jamais vu le jour auparavant ne veulent pas mettre fin au capitalisme. Ce n'est pas leur projet. Ils parlent du quotidien en évitant soigneusement de parler la langue qu'on souhaite leur faire parler. Une anecdote : quand j'aborde le thème de l'anti-capitalisme avec tous mes amis « indignés », je suis l'objet de beaucoup de moqueries amicales. On me dit que les forums sociaux sont plein de « sauveurs », de « moines altermondialistes » qui ne convainquent qu'eux-mêmes. Les « indignés » ont ainsi été récupérés médiatiquement par des acteurs qui représentent peu de chose en réalité et qui se rendent prisonniers d'une langue morte qui ne pourra jamais représenter la gamme infinie d'investissements productifs. Il est tout aussi important de décrire la force intrinsèque de cette constellation d'initiatives, sa capacité à générer une attention nouvelle à des problèmes, à enclencher une réflexion. Tous ces projets labellisés « indignés » se situent sur un terrain sur lequel la limite entre le potentiel réel et le potentiel médiatique est impossible à établir. À la manière des situationnistes, ils font dérailler le discours commun, de la masse. Les « indignés » par leur activisme digital notamment modifient la manière de voir une situation et créent des petites « séries » (au sens de Sartre) là où il n'y en a pas. C'est cette incertitude qui est importante. De même si les campements physiques ont été démontés à partir de l'automne 2011, les « indignés » n'ont pas pour autant disparu. Ils sont dans les têtes. L'événement se transforme et se diffuse. Il mute et se propage en légitimant des

20. M. BENASSAYAG, « Devenir minoritaire », *Abécédaire de l'engagement*, Bayard, Paris, 2004, : http://www.reseauxcitoyens-st-etienne.org/article.php3?id_article=645

21. *Ibidem*.

pratiques qui étaient jusque-là réprimées. La lutte contre les expulsions menée par le collectif Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH) [Plateforme pour les victimes de l'hypothèque] créé en novembre 2010 en est un exemple. Sur cette question du logement, de nombreux réseaux de proximités se structurent pour gérer les expulsions et ces actions contribuent à changer l'image de l'occupation. Cette dissidence parfois violente se démocratise, devient légitime et est désormais considérée comme un droit. De même, sur un plan institutionnel, les partis politiques classiques

Si les campements physiques ont été démontés à partir de l'automne 2011, les « indignés » n'ont pas pour autant disparu. Ils sont dans les têtes. L'événement se transforme et se diffuse. Il mute et se propage en légitimant des pratiques qui étaient jusque-là réprimées.

s'ouvrent à ces nouvelles formes d'actions, à ces sensibilités critiques, ignorées jusqu'alors. Ces contestations massives prennent aujourd'hui la forme de « mareas » du nom de vastes rassemblements ponctuels choisissant une couleur symbolisant un thème de lutte. Ils intègrent plus facilement des syndicats officiels, des partis politiques. *Izquierda Unida*, un parti en déclin constant jusqu'à 2012 en tire un grand bénéfice puisque ce parti de gauche est crédité de près de 20 % des intentions de vote dans les sondages récents depuis

qu'il a intégré la cause des « indignés » dans son agenda.

Avec le temps, le « 15-M » apparaît davantage comme une *trademark* émotionnelle, intellectuelle et hétérogène²² qui volontairement n'a pas de centre, qui fusionne des « séries » dont on parlait en amont. Dans une telle acception, si les « indignés » s'inscrivent dans l'histoire classique de mouvements sociaux en Espagne, ils marquent dans le même temps une réelle rupture : toutes les actions très différentes qui s'en revendiquent concernent des problèmes identifiables, *universels dans le concret* : la consommation quotidienne, la spéculation immobilière dans tel ou tel quartier, le remboursement des hypothèques, la question sanitaire... Ces problèmes transcendent les frontières. Ils ne se nourrissent pas d'oppositions fortes marquant une politique de la différence exagérée entre l'économique et le culturel, entre la pratique et la reconnaissance symbolique, entre les vieux et les jeunes. Ils sont économiques mais ils ne sont pas uniquement « ouvriers ». Ils sont culturels mais ils ne sont pas exclusivement liés à la reconnaissance d'une identité particulière. Les valeurs défendues ne sont pas catégorielles. Tous ces problèmes appartiennent à une sphère qui mêle économique, associatif et caritatif.

Prenons l'exemple de la violence. Elle a été débattue, discutée ouvertement dans les différents forums, assemblées, discussions ordinaires. Mais il n'y fut pas seulement question de savoir si la violence était ou pas un moyen d'action légitime pour renverser le pouvoir ou le déstabiliser comme cela est le cas dans des groupes politiques classiques. Dans

22. G. MARTINEZ, « La sombra del objeto », *El País*, 12 mai 2013 : http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/12/catalunya/1368384662_340389.html

nombre de débats, il fut surtout question selon des définitions pouvant varier (sexisme, militarisme, pouvoir, ...) de la violence en général, structurelle, celle qui est nichée dans les rapports politiques et sociaux, des questions qui étaient déjà en discussion dans les nouveaux réseaux féministes ou les mouvements antimilitaristes bien avant le « 15-M »²³. Mais tous ces problèmes ne sont pas lestés par un référent culturel omnipotent (la « nation », la « révolution », la « religion », le « global ») comme cela a pu être le cas dans des situations passées, tout simplement parce que les « séries » déjà installées s'efforcent de produire des mots et un discours disponibles. La définition d'un « mouvement » serait d'ailleurs trop restreinte si elle ne devait se mesurer qu'à l'aune des mouvements au niveau de conscience le plus élevé comme naguère le mouvement ouvrier. D'autres conduites collectives sont aussi des conduites organisées qui, considérées en elles-mêmes, relèvent d'autres catégories d'analyse sans que leur sens ne soit épuisé par elles.

La *trademark* « indignés » peut alors parfaitement être entendue comme une forme idéologique décollectivisée ou en voie de collectivisation, c'est selon, à condition d'y chercher une identité tout à fait inédite coagulant momentanément des groupes qui œuvraient dans leur coin. En effet, de manière moins spectaculaire, les « indignés » sont aussi un laboratoire associant provisoirement différents courants critiques qui traversent les jeunesses espagnoles depuis le milieu des années 1990, cette coopération, conflictuelle mais non-violente, expliquant la stabilisation de cette conjoncture improbable²⁴. Les « indignés » remettent en cause l'ordre social et bousculent l'ordre normal des choses. Et, même s'ils ne renversent pas l'ordre institutionnel, ils le troublent et les problèmes qu'ils posent deviennent des problèmes communs à l'ensemble de la société. Toutefois, cette construction d'un collectif libéré des macrorécits idéologiques ne doit pas être appréhendée dans une dimension conquérante et héroïque²⁵ mais bel et bien comme un travail douloureux, angoissé, d'individus se méfiant des disciplines et des mimétiques démocratiques ne cherchant pas pour autant à rompre avec le « Système ». Plus généralement, le travail critique ouvert par les collectifs indignés est le signe d'un réel travail identitaire opéré par des individus qui projettent de mettre en forme une opposition critique à des dominations complexes et à des valeurs culturelles globales comme la verticalité des rapports sociaux, le pouvoir communicationnel et les idéologies dominantes traversant plusieurs champs institutionnels (la politique, les relations de genre, les relations entre générations, ...). Ce travail identitaire repose sur la mise en place d'organisations et l'animation de nouveaux contre-espaces critiques physiques et virtuels voués à désamorcer la violence contenue dans le système de valeurs que l'on combat.

● Un mouvement de l'ombre

Et si la force de l'identité d'un tel mouvement était justement sa non-identité, sa propension à faire fondre des « séries »²⁶ ? Il est d'ailleurs plus facile à décrire par l'ombre implacable qu'il jette sur la démocratie,

23. J. CALVO RUFANGES, « El movimiento 15-M: una oportunidad para la desmilitarización », *War Profiteer's News*, 31 octobre 2011: <http://cemsenmoviment.wordpress.com/2011/10/31/el-movimiento-15-m-una-oportunidad-para-la-desmilitarizacion/>

24. M. DOBRY, « Les causalités de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures & Conflits*, 17, 1995, [En ligne] URL : <http://conflits.revues.org/index322.html>.

25. A. TOURAINE, *Critique de la modernité*, Fayard, Paris, 1992.

26. J. SUBIRATS, « La no identidad como identidad », *El País*, 10 juillet 2011: http://elpais.com/diario/2011/07/10/catalunya/1310260042_850215.html

l'économie et la culture espagnoles²⁷. Cette ombre est d'abord la rupture culturelle qu'il opère avec ce qui a aliéné le langage journalistique ou les communications officielles. Cette ombre permet aussi d'empêcher qu'une option politique autoritaire puisse prendre le pouvoir en Espagne contrairement à la France ou la Grèce. Son ombre est la mise en lumière crue d'un système politique stagnant. Son ombre est l'augmentation des projets coopératifs. Enfin, son ombre est l'expérimentation de nouvelles technologies qui élargissent les possibilités de la démocratie. Cette ombre détermine beaucoup de choses de la vie quotidienne et révèle un objet étrange. Mais il doit être sacrément important pour qu'il soit toujours aussi présent dans les consciences institutionnelles, beaucoup plus qu'elles ne le souhaiteraient.

Certains de ces groupes sont animés par des auto-entrepreneurs politiques avec toutes les limites que ce terme peut impliquer (et notamment l'analogie économiste) comme si leurs projets relevaient du domaine de la libre entreprise sans but lucratif. Dans cet esprit, on ne compte plus les micro-entreprises solidaires créées dans le sillage des « indignés » : Bookcamping, une bibliothèque digitale collaborative comprenant 800 usagers et 2 500 références de textes et autres supports; tomalatele, une plateforme audiovisuelle qui diffusent les assemblées de différents collectifs en *streaming* ; 15MPedia, une encyclopédie libre et ouverte qui recueille de l'information en temps réel sur les actions contre les « délogés » sur une carte interactive ou Oigame, une plateforme d'échanges de causes partagées.

La politique de ces collectifs est un peu extérieure mais elle n'est pas du tout marginale. Là où on y voit une erreur, un aveuglement, les militants considèrent qu'ils s'inscrivent au bon endroit, sans naïveté. Ils indiquent intelligemment, sans se faire marginaliser

contre quoi il faut résister c'est-à-dire contre les entraînements fatalistes, l'assignation à la société du risque et son option néoindividualiste²⁸. Ils imposent un rythme²⁹ et contraignent latéralement les pouvoirs en place, le cadre dans lequel il s'exerce en disant « on ne nous fera pas lâcher n'importe quoi de façon prématurée et il faut exister au-delà de soi ». Tous ces entrepreneurs envisagent non pas une révolution mais une juste remise des choses à leur place : pourquoi *Bankia* sous la direction de Rodrigo Rato a été la banque la plus implacable avec les hypothéqués ? Comment est-il possible que ce leader du FMI ait reçu à son départ une indemnité si importante ? Ce sont des questions que pose le collectif 15MpaRato qui par un travail activiste a réussi à réunir 15 000 euros en 24 heures par une campagne de *crowdfunding*.

contre quoi il faut résister c'est-à-dire contre les entraînements fatalistes, l'assignation à la société du risque et son option néoindividualiste²⁸. Ils imposent un rythme²⁹ et contraignent latéralement les pouvoirs en place, le cadre dans lequel il s'exerce en disant « on ne nous fera pas lâcher n'importe quoi de façon prématurée et il faut exister au-delà de soi ». Tous ces entrepreneurs envisagent non pas une révolution mais une juste remise des choses à leur place : pourquoi *Bankia* sous la direction de Rodrigo Rato a été la banque la plus implacable avec les hypothéqués ? Comment est-il possible que ce leader du FMI ait reçu à son départ une indemnité si importante ? Ce sont des questions que pose le collectif 15MpaRato qui par un travail activiste a réussi à réunir 15 000 euros en 24 heures par une campagne de *crowdfunding*.

27. G. MARTINEZ, « La sombra del objeto », *op.cit.*

28. U. BECK, *La société du risque*, Flammarion, Paris, 2001.

29. G. Deleuze « Qu'est-ce qu'être de gauche », 1988, retranscription 2012 : <http://www.oeuvresouvertes.net/spip.php?article910>

Les « indignés » doivent être considérés comme un processus instituant, une institution imaginaire³⁰ qui veut instituer en sortant de l'institué. Un processus qui conteste le jeu politique en érigeant quand il le faut, où il le faut, à petite échelle, un contre poids extérieur systématique, se situant à côté des institutions mais pas contre, simplement tout contre. Cette socialisation du ressentiment passe ainsi par la créativité au sens où tous ces groupes minoritaires s'opposent au déterminisme de l'histoire, au fatalisme, à la loi de la gravitation sociale : les choses peuvent changer même lentement. Dans cette hypothèse, résister n'est pas s'opposer comme peuvent le faire de petits groupes violents dans le sillage de l'altermondialisme et la renaissance en Espagne, en Grèce, en Italie d'un anarchisme urbain³¹. C'est s'opposer patiemment, humoristiquement (faire des séances collectives d'aérobic après une charge policière), artistiquement à la bête du pouvoir en créant : ils mettent à nu l'hypocrisie des codes culturels dominants. De la sorte, les « indignés » proposent autre chose qu'une version égocentrée des usages des nouveaux médias. Ils les socialisent, les politisent même si la voie est incertaine. Par cette nouvelle voie, ils empêchent, ils nuisent à la réputation et s'évertuent à faire tourner en bourrique la machinerie démocratique.

Ils déstabilisent l'État, le politique à distance, avec distance. En y réfléchissant, cette déstabilisation consiste moins pour ses concepteurs à s'opposer directement au pouvoir qu'à créer une crise de réputation des institutions³². Il ne s'agit pas de les renverser ou de les affronter directement mais plutôt de s'en moquer, de contribuer à changer la perception des institutions politiques par la société dans son entier en sortant du confinement des seuls réseaux sociaux. Ces activismes *on line* ont une conception virale des médias sociaux, la diffusion de contre informations en un instant, par la propagande numérique, servant à saper en partie la confiance d'une société dans ses institutions publiques. La déstabilisation qui peut en naître produit une perte d'équilibre, une rupture dans la continuité du fonctionnement normal de ces dernières qui sont prises de panique à l'idée de voir enfler cette crise de leur réputation et de leur légitimité.

Mais les « indignés », ce n'est pas seulement l'imagination au pouvoir, comme mai 1968 a pu être une bouffée de réel, un imaginaire à l'état pur. Ce sont des réseaux de résistance, de petites machines de guerre contre des lieux communs, des réseaux de complicités qui même imperceptibles règlent nombre de problèmes par leurs micro-actions prenant en charge le devenir actuel des gens. Il ne s'agit pas d'un avenir promis par des idéologies incapacitantes, mais d'un avenir ancré dans le réel, le concret, en partageant son sort avec d'autres : « c'est une bouffée de réel à l'état pur. C'est le réel. C'est, tout d'un coup, le réel qui arrive. Alors les gens ne comprennent pas. Ils ne reconnaissent pas. Ils se disent : "Qu'est-ce que c'est que ça ?" Les gens réels, enfin ! Les gens dans leur réalité ! Ça a été prodigieux ! Et qu'est-ce que c'était, les gens dans leur réalité ? Et bien : c'est le devenir... Alors, il pouvait y avoir de mauvais devenirs, tout ça... Que les historiens n'aient pas bien compris, c'est forcé ! Je crois

30. C. CASTORIADIS, *L'institution imaginaire*, Seuil, Paris, 1975.

31. J. JURIS, « Reinventing the Rose of Fire. Anarchism and the Movements against Corporate Globalization in Barcelona », *Historia Actual Online* (Cádiz) 21, 2010, p. 143-155. Et M. CASTELLS, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Polity Press, Cambridge, 2012.

32. C. V. COSTA et J. L. PINUEL RAIGADA, « L'activisme "on line" et les crises nouvelles subies par la "e-réputation" », *Communication, Colloque E-Réputation et traces numériques*, IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole, 21-22 mars 2013.

tellement à la différence entre l'Histoire et le Devenir ! C'était un devenir révolutionnaire sans avenir de révolution. Alors, on peut toujours s'en moquer, une fois que c'est passé. C'était des phénomènes de pur devenir qui ont pris les gens. Même des devenirs animaux, même des devenirs enfants, même des devenirs femmes des hommes, des devenirs hommes de femmes, tout ça...³³ »

33. G. Deleuze
« Qu'est-ce qu'être
de gauche », 1988,
retranscription
2012 : <http://www.oeuvresouvertes.net/spip.php?article910>

Mais comme le dit Deleuze, il y a un bon et un mauvais devenir, un pur devenir sans avenir révolutionnaire. Le Devenir dont il est ici question est une intrusion du devenir, du mouvement qui ne veut pas se laisser institutionnaliser tout en créant de l'institué en ne cessant pas de devenir minoritaire. Et, tous ces *devenirs minoritaires* ne peuvent pas être réduits à une quelconque nature institutionnelle. Par leur projet inédit, soudain, ils créent un devenir commun. C'est en ce sens que les « indignés » est un ensemble de processus de devenirs minoritaires situés à la croisée d'affinités nouvelles. Finalement, ce rassemblement de collectifs qui ne se connaissent pas avant de se rencontrer physiquement, ou d'échanger par Internet sur tel ou tel projet local, nous semble correspondre

Ce rassemblement de collectifs qui ne se connaissent pas avant de se rencontrer physiquement, ou d'échanger par Internet sur tel ou tel projet local, nous semble correspondre à une redéfinition chaotique, non héroïque de la place de l'individu dans le monde capitaliste.

à une redéfinition chaotique, non héroïque de la place de l'individu (des jeunes en particulier mais pas seulement) dans le monde capitaliste. Plus précisément encore, ces projets personalistes qui se cristallisent dans le projet « indignés » (« nous sommes ici pour partager notre sort avec d'autres ») apportent une réponse concrète à une question théorique qui n'est jamais vraiment élucidée en sciences sociales ou en théorie politique : comment fait-on concrètement pour organiser une critique sociale face au capitalisme

actuel, très féroce en Espagne, sans verser dans la violence ou à l'inverse en choisissant le retrait, la démission ou enfin en épousant de guerre lasse le conformisme électoral alors qu'on sait que le système politique est à bout de souffle ?

● Les mains sales

Les « indignés » questionnent en retour la sociologie et les sciences sociales elles-mêmes. La difficulté à définir un tel processus ne montre-t-elle pas une sociologie écartelée entre des études de terrain sans perspectives théoriques et des perspectives théoriques manquant de terrain ? Comment s'assurer que la nouveauté soit vraiment prise en compte ? Comment les sciences sociales peuvent-elles sortir d'une forme de « sociologisme » qui consiste à penser ces phénomènes très nouveaux sans penser à la place du citoyen intégrateur ? La sociologie est-elle toujours

répétition du Même ? Comment s'assure-t-elle de son attention envers ce qui ne serait pas conforme à un paradigme établi ? Comment peut-elle profiter de cette nouveauté pour rompre avec la « science normale », intégrer les anomalies et rendre justice à cette intelligence concrète des acteurs qui tentent de créer du collectif, du démocratique sans regarder dans le rétroviseur de l'histoire ? Comment saisir empiriquement cette mystérieuse capacité critique des individus sans la penser et l'enfermer dans un espoir d'émancipation totale mais plutôt comme un projet incertain de libération des sentences qui nous jugent, nous contraignent et nous condamnent sans qu'aucune explication ne soit fournie³⁴ ?

Ce sont beaucoup de questions et il ne s'agit pas de proposer une fastidieuse refondation. Il s'agit simplement de dire que pour le moment, la sociologie, la sociologie politique éprouvent certaines difficultés à envisager les conditions pratiques de ces séries critiques silencieuses, prises dans des dominations certes objectives mais complexes et surtout potentiellement réflexives et créatives³⁵. Quand on lit les sociologies « classiques », cette question est souvent résumée à des stratégies de résistance presque vouées, par définition, à l'échec face à un pouvoir disséminé, ce que Foucault définit comme des micropouvoirs qui ne sont jamais là où on les croit³⁶. Ces critiques peuvent aussi ressembler à des stratégies rationnellement autolimitées par des acteurs dans les mobilisations collectives (Théorie de la mobilisation des ressources par exemple) ou à un renoncement volontaire voire à la cécité d'individus dont l'inconscient est pénétré par des oppositions enfouies dans une histoire cachée³⁷.

Quand, plus récemment, Philippe Corcuff³⁸ et Luc Boltanski³⁹ renouvellent le concept de critique sociale, ses dimensions concrètes ne sont pas vraiment explicitées. Ces auteurs tentent bien de décrire les possibilités d'une critique sociale entendue comme la capacité à prendre conscience de la friabilité des fondations des institutions qui travaillent de leur côté à se rendre éternelles, à créer de nouvelles dominations plus subtiles (le changement permanent, les expertises, ...). Mais ces analyses restent spéculatives et ne disent rien des conditions matérielles et des inventions concrètes, réflexives des acteurs sociaux pris dans ces nouvelles contraintes. Toutes ces difficultés analytiques sont condensées dans nombre de projets mis en mouvement par les « indignés », et on serait même enclin à penser que l'impossible définition d'un tel mouvement au moyen des grilles classiques constitue une qualité paradoxale en ce qu'elle nous oblige à mettre en questions justement ces cadrages qui sont devenus de simples réflexes. Les sciences sociales doivent donc éviter de penser ces événements seuls, dans leur coin, entre scientifiques. Elles doivent réviser leurs concepts et ceux qui émergeront ne devront pas se contenter de créer la surprise au prix d'une *pop sociology* ou d'une *public sociology*⁴⁰ qui se propose de constituer des publics invisibles. Ces publics, ces minorités n'attendent pas les sociologues pour agir, d'autant plus, c'est une transformation de taille, que nombre d'entre eux sont formés et bien formés aux sciences sociales. Dès lors la question est moins celle de la survie des sciences sociales contre les attaques néolibérales bien réelles,

34. D. ERIBON, *La société comme verdict*, Fayard, Paris, 2013.

35. M. GREGOIRE, « Sociologie et émancipation : bilan et perspectives d'une sociologie de l'émancipation », Communication, Colloque international Penser l'Émancipation, Université de Lausanne, 2012: <http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/07/sociologie-et-emancipation-bilan-et-perspectives-dune-sociologie-de-lemanicipation/>

36. D. MARTUCELLI, *Sociologies de la modernité*, Gallimard, Paris, 1999, p. 316.

37. P. BOURDIEU, *La Distinction*, Minuit, Paris, 1979.

38. P. CORCUFF, *Où est passée la critique sociale ?*, La Découverte, Paris, 2012.

39. L. BOLTANSKI, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris, 2009.

40. M. BURAWOY, « Pour la sociologie publique », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie* [En ligne], 1-2006, mis en ligne le 21 avril 2006, Consulté le 22 mai 2013. URL : <http://socio-logos.revues.org/11>

à l'université notamment, que de leur impuissance et leur marginalisation si elles se coupent de ces dynamiques. Le sociologue doit comprendre qu'il n'est plus celui qui analyse en surplomb et livre son verdict. Il y a des moments, des situations qui interrogent la science sociale elle-même et cette dernière se doit d'y répondre en y trouvant une source de revitalisation. ●